



# REPUBLIQUE FRANCAISE

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM2018-55 - Séance du 18 juillet 2018

### ACTES

#### 4. Fonction publique

##### 4.2 Personnels contractuels

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
28	21	23

Vote	
Pour	X
Contre	
Abstention	

L'an 2018, le 18 juillet à 19 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Mairet, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 12 juillet 2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 12 juillet 2018.

**Etaient présents :** MEISSONNIER Jean-Luc – SOULIER Alain – BASSO Béatrice – GAUTIER Sandrine – KASZUBA Christophe – CONTENSEAU Carole – RIBEIRO David – MAZOLLIER Elisabeth – SUAY Régine – AMALVY Marie-Thérèse – RODENAS François – VANGREVELYNGHE Patricia – MARTY Philippe – DESTAILLATS Aline – MARTINEZ Mickaël – JODAR Mélissa – DE LA CLERGERIE Jean-Luc – DUCAMP Ludovic – CORDEAU Damien – VIDAL Stéphane – MICHEL Yves

**Pouvoirs de :** DURIX Olivier pour MEISSONNIER Jean-Luc – MONIN Séverine pour BASSO Béatrice

**Absents :** PERRIER Thierry – SIMAR Morgan – PEETERS Fabien – FOUREL Sylvain – RAMORA Anna

**Secrétaire de séance :** Ludovic DUCAMP

**N° DLM2018-55 – RESSOURCES HUMAINES : RECRUTEMENT DE VACATAIRES**

Monsieur Alain SOULIER, Adjoint au Maire délégué aux relations usagers, aux finances, à la commande publique, au personnel, au social et aux commémorations explique que la fête d'été aura lieu du 25 juillet 2018 au 29 juillet 2018 et que la collectivité aura besoin de recruter des vacataires pour en assurer la sécurité.

Le recrutement d'un vacataire est soumis à trois conditions qui doivent être réunies :

- recrutement pour exécuter un acte déterminé,
- recrutement discontinu dans le temps et répondant à un besoin ponctuel de la collectivité,
- rémunération attachée à l'acte.

Il est proposé aux membres du conseil municipal de recruter pour la période du 25 juillet 2018 au 29 juillet 2018 :

- 4 vacataires afin d'effectuer la coordination du point de prévention et de les rémunérer sur la base d'un forfait net de 130€ par vacation,
- 2 vacataires afin d'effectuer la fonction d'assistant du point de prévention et de les rémunérer sur la base d'un forfait net de 80€.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Maire à recruter 4 vacataires afin d'effectuer la coordination du point de prévention et 2 vacataires afin d'effectuer la fonction d'assistant du point de prévention pour la période du 25 juillet 2018 au 29 juillet 2018.
- de fixer la rémunération de chaque vacation sur la base d'un forfait net de 130€ pour les coordinateurs du point de prévention et sur la base d'un forfait net de 80€ pour les assistants du point de prévention.
- de donner tout pouvoir à Monsieur le Maire pour signer les documents et actes afférents à cette décision.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur Alain SOULIER et après en avoir délibéré à l'unanimité,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à recruter 4 vacataires afin d'effectuer la coordination du point de prévention et 2 vacataires afin d'effectuer la fonction d'assistant du point de prévention pour la période du 25 juillet 2018 au 29 juillet 2018.
- **FIXE** la rémunération de chaque vacation sur la base d'un forfait net de 130€ pour les coordinateurs du point de prévention et sur la base d'un forfait net de 80€ pour les assistants du point de prévention.
- **DONNE** tout pouvoir à Monsieur le Maire pour signer les documents et actes afférents à cette décision.

Pour extrait conforme,  
Le 19 juillet 2018,

Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER

Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le
- de sa publication le

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.

